L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N° 5 - Vendredi 3 février 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5,00 F

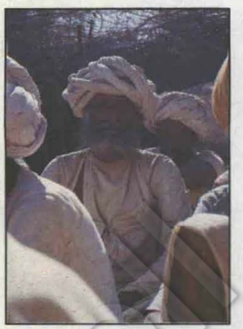
SOMMAIRE

3
Pierre Mauroy : Redéfinir l'Etat

4
La mangeuse de villages

5
40 ans de Plan

7
Le devoir de démocratie

8

Mitterrand en Inde

10
Gallo arbitre Debray et Minc

11
Fêtons 1789

TASCA : LE PUBLIC, PASSIONNÉMENT ...



Au moment où le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel entame sa mission, Catherine Tasca nous expose sa politique pour le redressement des chaînes publiques, son exigence de qualité, son souci des publics plutôt que de l'audience. ***(lire page 6)***

© Fondation Jean-Jaurès



MUNICIPALES

PS-PC

La gauche devant ses responsabilités

Après avoir continué à négocier partout dans le respect de l'accord, les socialistes considéraient comme "urgent de conclure" cette semaine. Mercredi, les responsables du Parti ont donné mandat aux négociateurs pour, lors d'une rencontre au finish avec le PC, clôre les discussions au plus tôt et le plus largement possible.

Les rencontres piétinent. Les négociations PS-PC au niveau local font du sur-place. Excepté dans les villes communistes où la plupart du temps l'accord a pu être conclu en respect des décisions nationales. Ailleurs, en particulier dans les villes conduites par les socialistes, le ton s'est durci. Au point que la convention nationale du PS, dimanche dernier, qui a adopté à l'unanimité le manifeste municipal n'a pu conclure sur la composition des listes et la décision des primaires. "Tout est lié" a menacé Pierre Mauroy à destination de la Place du Colonel Fabien. De fait, le PC traîne les pieds ou plutôt ses gros sabots. Pire, il ne tient pas compte de la "représentativité des uns et des autres". Ici, annulant ses premières déclarations, il exige la représentation de l'équipe sortante. Là, il propose aux socialistes une place plus réduite sur les listes d'union qu'en 1983. Ailleurs, il conteste la notion de majorité présidentielle ou la présence de ceux qui se sont enrôlés sous cette bannière. Bref, il se réfugie toujours derrière un mauvais prétexte pour ne pas respecter l'accord national du 12 janvier.

Tirer sur la corde

Aux plus beaux jours de l'entente PS-PC, l'union était déjà un "combat", alors en période de service minimum... Déjà, en 1983, alors que les deux partis siégeaient ensemble au gouvernement, les négociations pour les municipales s'étaient conclues très tard le 8 février. Est-ce une raison pour temporiser aujourd'hui ? Si le PC veut vraiment l'union, pourquoi renâcle-t-il à renforcer ses propres bastions et à affaiblir le PS dans les autres villes ? Ou bien fait-il monter les enchères pour obtenir la plus forte représentation possible sur les listes ? A trop tirer sur la corde, celle-ci pourrait céder, aux dépens de la gauche toute entière. En repoussant le bouclage des négociations et des listes à la fin de cette semaine, les socialistes font preuve de patience. Une vertu qui n'entamera pas leur fermeté. "Rien que l'accord, mais tout l'accord", tel est le sens de la résolution qu'ils ont adoptée lors de leur dernière convention. Mercredi soir, un rapport du secteur élections du PS, faisant le point sur les négociations locales qui se sont déroulées lundi et mardi, a été présenté au Bureau exécutif. Une nouvelle rencontre Marcel Debarge et Paul Laurent était envisagée en milieu de semaine pour boucler les dossiers.

A Marseille l'union

Si aucune solution ne se dégageait de ce dernier tour de piste, les socialistes devraient publier en fin de semaine leurs listes en laissant en blanc les places qu'ils considèrent normal d'attribuer aux communistes en vertu de l'accord. Le PC acceptera-t-il de les prendre ou les refusera-t-il ? En tout cas, le PS est décidé à prendre ses responsabilités. Au PC d'en faire autant. L'élection de Bernard Tapie dimanche dernier devrait l'aider à réfléchir. Lorsque l'union de la gauche marche bien, elle remporte des victoires. Malgré toutes les manoeuvres de la direction du PC, l'électorat communiste demeure unitaire. A Marseille, il n'a pas suivi les conseils de l'appareil du Parti qui avait recommandé de voter blanc au second tour de la législative partielle... Si le PC souhaite casser ce qui reste de l'union de la gauche, il risque d'avoir de désagréables surprises...

Jean-Pierre Bedeï



Les femmes dans la ville

La fédération de Paris organise dans le cadre de la campagne municipale un colloque sur le thème "les femmes dans la ville", le 4 février, à 13 heures, à la Société d'encouragement de l'industrie nationale, 4, Place Saint-Germain, à Paris. Pierre Joxe, Yvette Roudy, Michèle André, Geneviève Domenach-Chich participeront aux débats qui aborderont quatre thèmes : aménagement et pratique des espaces urbains, rythmes quotidiens et mode de vie urbain, sécurité, et la citoyenneté dans la ville.

Jeunes candidats

Le Secrétariat national à la Jeunesse organise une rencontre des jeunes candidats aux municipales, le 11 et 12 février à Rennes, sur le thème "ensemble et solidaires, changeons le quotidien". Edmond Hervé, Marc Wolf, Jacques Floch, Joël Batteux, Paul Loridant, Jacques Auxiette, Jean-Marc Ayrault, Claude Saunier et Claude Bartoloné participeront aux travaux.

DROITE

Coup de pinceau au R.P.R.

Au RPR, après le choc des présidentielles et des législatives de 1988, l'urgence est à la modernisation.

Dans le mouvement, l'amertume était immense, à la mesure de la défaite. Les grognements de mécontentement s'élevaient de toutes parts, de la base aux instances dirigeantes. Alain Juppé admettait enfin que le R.P.R. avait trop donné le sentiment de s'adresser uniquement aux privilégiés et que son libéralisme n'avait pas su être "populaire". Dans une stratégie de reconquête l'évidence était là : l'obligation pour le mouvement gaulliste d'élargir son électorat en prenant davantage en compte l'existence et les aspirations des couches moyennes de la population, clé d'un retour à des responsabilités gouvernementales.

Mais à court terme, une priorité s'imposait : étouffer les critiques acerbes des rénovateurs, orchestrées par Philippe Séguin, qui menaçaient de faire exploser le parti. Alain Juppé découvrait alors la formule magique et salvatrice : "modernisation". Un vent nouveau allait-il souffler sur le RPR, transformant la sorcière en princesse ? Rien de moins sûr. En 1979 déjà, après l'échec des élections européennes, on avait assisté à un scénario identique : la contestation, était alors menée par Sanguinetti. A l'époque, les velléités de changement avaient fait long feu.

Dépoussiérer les statuts

En 1988, avant toute chose, les fidèles ont été placés aux postes importants. Après un tour d'été provincial destiné à prendre le pouls de la base, Alain Juppé a voulu dépoussierer les statuts du parti : le Comité central devient "Conseil national" et les élections des responsables sont généralisées dans tous les organes de délibération. La composition du Comité central est rééquilibrée et divisée en six commissions permanentes, offrant une tribune aux minoritaires pour mieux les emprisonner au sein du RPR. Les rénovateurs ont ainsi perdu leur principal argument. Ils semblent pour l'heure avoir renoncé à se regrouper en un courant organisé.

La base devrait aussi être comblée, elle qui pourtant n'exigeait rien : 8 sympathisants sur 10 estiment que le fonctionnement du RPR est assez ou très démocratique. Le paradoxe est qu'une réelle démocratisation du fonctionnement du RPR entrainerait une droitisation du discours car la base militante et les élites intermédiaires du parti sont idéologiquement plus à droite que le personnel dirigeant.

Le mythe gaulliste.

La forme n'est pas tout. Alain Juppé voudrait aussi rajeunir le discours : l'image du RPR reste encore trop ringarde, trop droitière, "il faut mettre l'accent sur la solidarité, la formation et l'éducation, estime-t-il. Sa tâche s'annonce difficile, si l'on se réfère à un sondage sur la perception du RPR : seulement 3% des personnes interrogées pensent que le RPR se préoccupe des catégories défavorisées.

Dès le milieu des années 80, les avatars d'un libéralisme aveugle ont favorisé la résurgence de la référence gaulliste au sein du RPR, non seulement par la voix des barons mais aussi par celle de la plus jeune génération : Séguin, Noir, Carignon, Barnier.

Difficile de croire pourtant que le discours gaulliste puisse redevenir la grille de pensée du RPR. Le parti est influencé par les nouvelles recrues qui, avant tout, se reconnaissent dans Chirac. La philosophie d'un Bourganges, qui prône une triple révolution : culture pluraliste, procédure de sélection-élémination des dirigeants, reprovincialisation du système politique, est en décalage par rapport à la sociologie du parti. Sa seule chance d'aboutir serait d'être imposée par un homme. Chirac n'est probablement pas cet homme-là. Replié sur la mairie de Paris, il est encore en pénitence. Si l'on en croit un sondage IPSOS-Le Point, son avenir est bien incertain : 55% des Français ne le voient pas un jour à l'Elysée. Un autre sondage indique que 49% des personnes interrogées n'ont pas d'attirance pour ses idées politiques. Au Congrès du RPR, Jacques Chirac n'a pas fait exploser l'applaudimètre. Comme le note Jean-Louis Bourlanges : "il hésite entre une timide tentative d'autocritique et sa fonction traditionnelle de meneur de campagne".

Sans discours idéologique cohérent, orphelin d'un leader charismatique, le RPR se trouve devant un vide que ne sauraient combler quelques "réformettes" statutaires. Le chemin de la modernisation sur lequel Alain Juppé a engagé le parti gaulliste est tortueux.

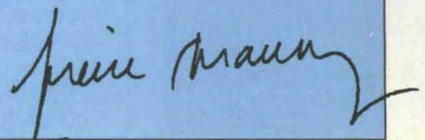
Maryline Trassard

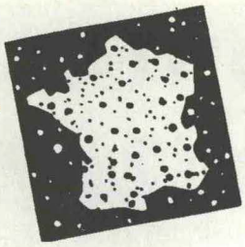
EDITORIAL

Redéfinir l'Etat

Il y a quelques semaines dans ces colonnes, François Mitterrand évoquait l'importance du débat d'idées. Une société ne saurait cesser de s'interroger sur elle-même.
L'Etat est aujourd'hui au centre de la contestation. Il protègerait mal, il sanctionnerait mal, il produirait mal, il formerait mal. Et voici que face à la dérive du capitalisme financier c'est encore contre l'Etat que la droite sonne l'hallali.
On m'objectera : tout ceci n'est pas nouveau, cette droite dite libérale limite son idéologie à un don quichottisme verbal contre l'Etat. Voire. La droite française n'est pas si antiétatiste. Elle est contre l'Etat-providence, mais elle est pour l'Etat-précaution. Elle accepte l'Etat quand il protège étroitement ses intérêts .
De 1986 à 1988, le recul de l'Etat n'a visé qu'à réduire la protection des plus faibles: les locataires, les travailleurs licenciés sans autorisation de l'inspecteur du travail, les immigrés soumis au risque d'arbitraire. Faut-il aussi souligner dans quel sens allaient les privatisations.
A cette vision de l'Etat de droite, nous avons répondu par un autre défi. Nous voulons développer une société d'économie mixte. Les socialistes ont accepté la prééminence du marché. Mais il appartient à l'Etat d'organiser, d'ordonner et de clarifier chaque fois que le marché est défaillant. Le projet de renforcement des pouvoirs de la COB en offre un exemple. Cette même volonté, présentée sous forme d'amendements il y a huit mois, nous était refusée par M. Balladur.
Moderniser l'Etat ne signifie pas le défaire. Tout au contraire, la définition d'un Etat moderne est au coeur du triple projet qui nous anime : instituer un nouveau modèle de partage - l'innovation sociale comme creuset du progrès économique - former une génération de Français au défi du XXIème siècle, assurer un nouveau cours au développement économique mondial.

NB - Ne pas confondre les socialistes et les enfants perdus de Wall Street..

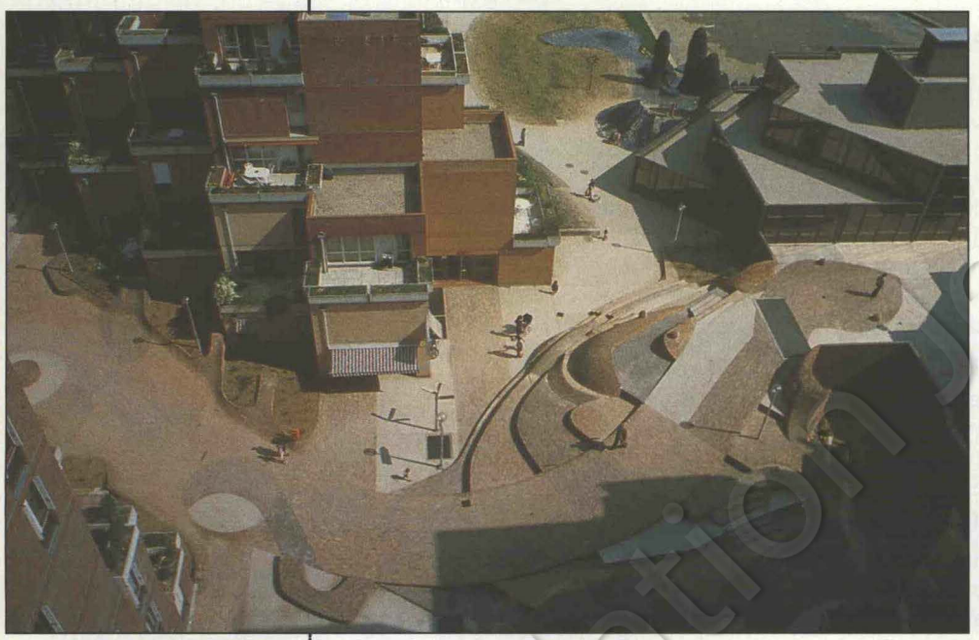




DEMAIN, NOS CITÉS DANS L'EUROPE

Mégapolis, la mangeuse de villages...

Près de 400 personnes, dont les maires des grandes villes d'Europe, 40 professeurs, experts, élus des pays de la CEE ont phosphoré sur ce problème encore bien mal perçu : quelle sera la place de nos communes dans l'Europe de demain.



Faire bon poids face à Birmingham ou Milan. ▲

Placées sous le patronage de Jacques Delors, ces premières journées européennes ont également entendu Edith Cresson, Jean-Marie Rausch, Jacques Chérèque et Jean-Michel Baylet. Débat de spécialistes ? ... pas seulement car nous sommes de très près concernés par ce que sera demain.

Si, en 1789, la Constituante avait plutôt écouté Thouret et Sieyès que Mirabeau, nous n'aurions pas 36.000 communes en France, dont 34.000 de moins de 2.000 habitants. Mais c'est ainsi. Et "la commune est la cellule de base de notre société et le point d'attache de chacun d'entre nous" comme le rappelait récemment Jean-Michel Baylet, maire d'une commune de 5.000 habitants et président du Conseil général de Haute Garonne.

Mirabeau story

Est-ce un appoint ou un handicap quand on considère que la France compte, à elle seule, autant de communes que le reste de la Communauté ? Et si le Grand Paris n'a, comme concurrent que le Grand Londres ou bien Cologne-Düsseldorf, nous ne plaçons une ville importante comme Lyon, qu'au dix-septième rang, et seulement six grandes villes sur les 35 premières du Marché unique.

Notons, a contrario, que cet "émiettement" a pour conséquence l'existence d'un véritable tissu démocratique. Ce qui signifie qu'en mars prochain, même dans une commune de moins de cent habitants les électeurs se déplaceront et choisiront neuf citoyens pour gérer les affaires communales. La démocratie, c'est important, non ? Et il est plus satisfaisant de voir le maire délivrer -ou non- un permis de construire sur sa commune, plutôt qu'un anonyme fonctionnaire d'une lointaine administration.

Oui, mais les moyens ? Et que peut réaliser un Conseil municipal dont le budget n'atteint pas 50.000 francs par an ?

La sébile coopérative

Si les élus tiennent au particularisme de leur commune, ils sont cependant assez réalistes pour comprendre que seule une coopération intercommunale peut satisfaire les besoins de leurs administrés. Ainsi la moitié des communes participent à des syndicats à vocation unique (SIVU) ou à vocations multiples (SIVOM). On compte actuellement plus de 2.000 Sivom touchant près de trente millions d'habitants. Auprès de certaines grandes agglomérations se sont mises en place, depuis vingt ans, ce qu'on appelle des "communautés urbaines" qui ont compétence sur la maîtrise foncière, l'équipement et la gestion des services publics, sportifs, culturels, sanitaires. Pour l'instant, seulement neuf ont été créées : celles de Bordeaux, Lille, Lyon, Strasbourg, Dunkerque, Le Creusot-Montceau-les-Mines, Cherbourg, Le Mans et Brest. Elles regroupent 251 communes et quatre millions d'habitants en tout.

Or, il est clair que pour faire bon poids face à des villes comme Milan, Madrid, Birmingham, Barcelone, Hambourg, Vienne, Copenhague, Liverpool, Naples, Munich ou Amsterdam... il faudrait multiplier le nombre de ces associations communautaires, c'est-à-dire volontaires et non imposées par le pouvoir central. Mais qu'elle soit à dominante rurale, ou au contraire urbaine, cette coopération intercommunale ne pourra se faire sans incitation financière. C'est dans ce sens que se prononce le manifeste rédigé et adopté par les socialistes à la Convention nationale de la Villette le 29 janvier dernier.

Trois ou quatre échelons ?

Le vendredi 13 janvier dernier, à Chenôve, près de Dijon, le Président de la République évoquant les relations entre la ville centre et ce qu'on appelle encore "les banlieues" notait l'indispensable effort d'humanisation du décor pour dépasser cet "urbanisme de l'entassement". En matière de gestion, il estimait que *"nos ré-*

Cinq fois plus petite

La commune française est cinq fois plus petite que la commune européenne moyenne et compte 1.500 habitants contre 118.100 en Grande-Bretagne, 20.800 aux Pays-Bas, 7.200 en RFA et 4.900 en Espagne.
Et l'ensemble des onze autres pays ne comptent que 33.193. En Italie, Espagne ou Allemagne Fédérale, on n'en dénombre que 8.000 environ. En Grande-Bretagne, le nombre des unités territoriales de base n'excède pas les 500. Le Rassemblement s'impose donc !

gions devraient concentrer davantage leurs forces en tenant compte que nous disposons de toute une série d'échelons de gestion, dont le département."

C'était encore un point de comparaison pour ces journées européennes. En effet, si les pays qui sont fortement centralisés comme le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas, ou le Royaume-Uni ne comptent que deux niveaux d'administration locale, la France et la Grèce sont des *"pays unitaires à trois niveaux"* par rapport à la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la RFA qui abritent une forte régionalisation, voire un fédéralisme.

Quoiqu'en pensent les *"centralisateurs du RPR"*, la France ne se paie pas le luxe de quatre niveaux d'administration. Mais on tient à son clocher ou à son beffroi. C'est bien pour conserver cette identité que les communes rurales devront imaginer une autre forme d'organisation communautaire, tout en conservant leur propre entité. Sinon, un dépérissement inéluctable ne serait que leur seule perspective.

Le chemin de l'Europe

"Qu'il est long, le chemin de l'Amérique", chantait Léo Ferré dans "l'Etang chimérique". Celui de l'Europe ne sera pas non plus facile, mais il est déjà tracé.

François Mitterrand observait, encore à Chenôve, qu'il *"faudrait relier les villes"*. Et qu'entre *"deux grandes villes, il y a beaucoup de villes moyennes."* Et aussi *"qu'on ne pourrait imaginer un mode de transport entre Paris et Strasbourg sans savoir que plus loin il y a l'Allemagne, l'Autriche, un peu plus bas la Suisse et au-delà les pays de l'Est jusqu'à la Mer Noire, sans oublier la Mer du Nord, ni la Méditerranée."*

Qui dit communication entrevoit les échanges, la comparaison, la compétition.

Si attachés que nous soyions à notre commune, qu'elle soit grande ou petite, on ne peut oublier que les villes seront les pôles, les relais de cette Europe de demain, et que la façon dont on abordera ces problèmes dépendra, pour une grande part, la qualité de la vie et de la solidarité de ses habitants.

Alors, tout ce qui s'est dit au cours de ces journées européennes des collectivités locales, n'est pas sans importance pour chacune et chacun de nous.

D'ailleurs, c'est déjà en Europe que vous habitez et vivez ! En mars, vous voterez pour vos administrateurs locaux, et en juin, pour les parlementaires européens.

Claude-Emile Guérin

Une quarantaine difficile

L'«ardente obligation» du Plan reste pour les socialistes l'un des correctifs indispensables du marché. Le Xème Plan ne renoue pas tout à fait avec cet objectif. Et pourtant, se préparer aux enjeux de 1992-93 apparaît fondamental.

Faut-il encore conserver un Plan ? La droite au pouvoir n'avait pas osé répondre par l'affirmative ni défaire une tradition issue des propositions du Conseil National de la Résistance. Mais elle en avait émoussé l'outil, le Commissariat au Plan, et lapidé le IXème Plan.

Voici donc un dixième Plan. C'est assurément une bonne nouvelle. Pourquoi la France se priverait-elle d'un outil d'orientation économique et social alors que la Japon, au travers du Plan et du MITI, les USA par le biais des aides militaires à la recherche scientifique et technologique ne se cachent pas, eux, de pratiquer un interventionnisme libéral ? Tout à fait la définition qui convenait à notre planification.

Réhabilité, le Plan n'a cependant pas retrouvé la totalité de ses droits civiques. Bien vite fait, donc un peu insuffisant du point de vue de la concertation, le projet du dixième Plan souffre d'une absence : celle de scénarios macro-économiques qui pourtant avaient fait l'intérêt des dialogues noués autour des 8ème et 9ème Plans.

La qualité est cependant au rendez-vous des travaux préparatoires élaborés par sept commissions tripartites. Pour toutes, le même point de référence : réussir l'achèvement du marché intérieur. L'Europe à quel prix ? Celui d'un gigantesque effort en de multiples domaines dont chaque rapport fait un inventaire précis et exhaustif.

Reste qu'une planification se fonde d'abord sur des choix. Or l'état actuel de l'exercice, tel que nous le connaissons, ne va pas sans susciter quelques inquiétudes. A la rubrique point trop n'en faut : la persistance de cette volonté de comprimer la masse salariale, comme si le niveau des rémunérations était le handicap qui creuse l'écart entre la France et ses partenaires. Tout atteste au contraire qu'il n'en est rien. La modernisation de la France ne se fera pas à partir d'un scénario à la coréenne, mais bien d'un nouveau modèle de partage social. Dans cette réflexion, les socialistes ont leur mot à dire.

Sur ce point le débat est à venir, au Conseil économique et social et au Parlement notamment. Mais il est une seconde insuffisance, quasiment insurmontable cette fois : on a désarticulé planification nationale et contrats de plan. Ces derniers seront signés avant même le vote du Xème Plan. Regrettons ce décalage qui - au total - va minorer l'intérêt des exercices de moyen terme menés au niveau national et au niveau régional.

C'est un débat qui s'ouvre. Dans une société qui s'interroge, le Plan peut dessiner une ligne d'horizon. Sans doute, le Xème Plan n'y parviendra pas tout-à-fait. Mais après tout, la quarantaine reste toujours un âge difficile.

Francis Boissezon



CATHERINE TASCA :

Le public, passionnément...



Le 30 janvier 1989, les membres du nouveau Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ont pris leurs fonctions. A cette occasion, Catherine Tasca, ministre délégué chargée de la communication, a bien voulu donner quelques éclairages sur l'avenir de l'audiovisuel.

Vendredi : Malgré l'échec global de la CNCL, reconnaissez-vous quelques éléments positifs à son existence ?

Catherine Tasca : Il y a deux éléments positifs. D'abord la CNCL a maintenu l'idée de la nécessité de l'existence d'une instance de régulation. On aurait pu imaginer que la loi de 1986 supprime purement et simplement l'instance indépendante de régulation. Il eut été aujourd'hui extrêmement difficile de renouer avec cette expérience. L'autre mérite de la CNCL est d'avoir engagé un travail de fond sur les fonctions de régulation qui créent les bases du développement de cette fonction : contrôle des programmes, règles concernant la publicité, le parrainage, les relations cinéma-télévision etc... Il y a eu également amorce de remise en ordre concernant l'organisation des fréquences radio. Un des manques de la CNCL est que, confrontée en bloc à toute une série de problèmes objectivement très difficiles, elle n'a pas eu les moyens ni le temps et pas toujours la volonté d'inscrire ses décisions dans une prospective, dans une vision d'avenir.

Au regard des nominations des membres du CSA, estimez-vous que les présidents ont joué le jeu de l'indépendance ?

Oui, absolument. Depuis la nomination des membres du CSA, à l'exception de quelques légers coups de griffe, les membres nommés n'ont pas fait l'objet d'agressions sur le plan de leur engagement ou de leur partialité.

Dans les semaines à venir, quelles seraient selon vous les actes du CSA qui permettraient de dire si la nouvelle institution est digne ou non de respect ?

Je souhaite que le CSA ne soit pas jugé dès les premiers jours ou dès les premières semaines. Je pense que la force de ce collège sera mesurée dans la durée. Il va avoir à prendre des positions sur des sujets difficiles : il aura à poursuivre la tâche de la CNCL en matière de FM pour les radios, attribuer les canaux du satellite. Il y a des questions plus exposées encore, j'en vois deux : la nomination du PDG de Radio-France. Le PDG de Radio-France a été nommé membre du CSA. On doit le remplacer, il n'y a derrière tout cela ni accident de parcours ni manipulation politique comme cela a pu être le cas en 1986 mais c'est par excellence le dossier sur lequel tout le monde aiguise ses couteaux. Le CSA aura également à examiner les bilans annuels des chaînes commerciales dans les prochains mois. C'est là qu'il aura a faire le plus preuve d'indépendance, de clairvoyance et de capacité à agir raisonnablement sur l'avenir.

L'étude du cahier des charges des chaînes commerciales lui permettra peut-être d'expérimenter les nouveaux moyens dont il dispose pour éventuellement sanctionner les chaînes ?

Bien entendu. Depuis l'été 1987, il ne faisait plus de doute pour personne que ces cahiers des charges n'étaient pas intégralement respectés. Le CSA hérite d'un constat. A lui d'en tirer les conséquences, de mettre à l'épreuve le système de sanctions qui lui est offert. A lui de nouer des rapports avec les chaînes commerciales qui puissent de façon positive conduire à un redressement de cette situation. Un élément me paraît favorable, c'est la composition de ce conseil. Il est clair que l'on peut espérer d'un effectif plus restreint une plus grande cohésion. Je pense aussi que l'équilibre est meilleur. A priori, il n'y existe pas un groupuscule minoritaire et une majorité écrasante.

Un grand débat sur l'avenir du secteur public va avoir lieu à l'Assemblée, lors de la prochaine session, qu'en espérez-vous? Avez-vous déjà des orientations précises ?

Des groupes de travail sont réunis depuis le mois de décembre et doivent remettre leur rapport dans la deuxième quinzaine de février. Globalement, ce que le gouvernement en attend, c'est une meilleure définition des missions d'ensemble du secteur public et une rénovation des modes de fonctionnement des entreprises de ce secteur. Mais aussi un ajustement des moyens de travail de ce secteur public, à la fois des moyens financiers et de toutes les procédures qui, quotidiennement, pèsent sur le fonctionnement de ces entreprises. Les chiffres d'audience du secteur public sont affaiblis, mais ils restent considérables. On est sévère avec les chaînes publiques parce qu'on attend beaucoup d'elles. Des programmes de très grande qualité sont diffusés par ces chaînes. Le reproche majeur qui leur est fait, c'est qu'il n'y en a pas assez, notamment aux heures de grande écoute. Il faut conforter et multiplier ce qui existe de meilleur. Il ne faut pas que les chaînes publiques soient "obnubilées" par le modèle des chaînes commerciales et la prime à l'audience maximum. Il faut que leur soit offerts les moyens de rivaliser avec les chaînes privées. Il faut également et c'est le plus important, que les responsables des chaînes pu-



Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (30 janvier 1989)

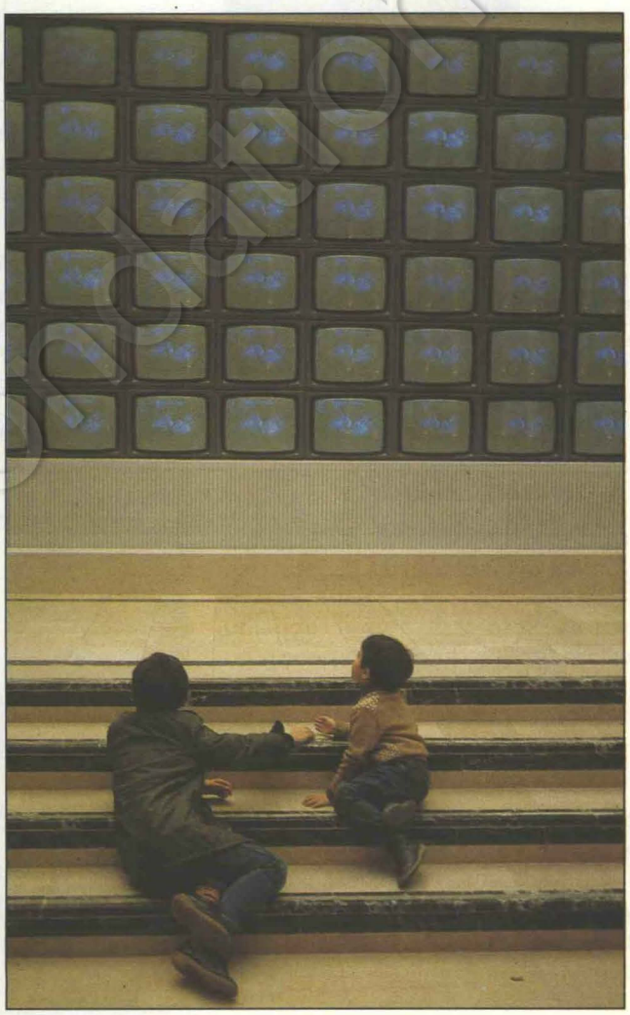
bliques modifient leur façon d'appréhender leurs publics. Qu'ils tiennent compte de la diversité de leurs téléspectateurs, qu'ils cessent de les traiter comme une grande masse indéterminée que l'on mesure uniquement en points d'audience.

Les choses semblent encore plus compliquées pour FR 3. Elle s'oriente plutôt vers une production culturelle, alors que beaucoup de personnes au sein même de FR 3 souhaitent qu'elle ait un rôle réellement régional. Ces deux directions sont-elles incompatibles ?

Je ne pense pas qu'elles le soient, même si elles sont difficiles à marier. Le programme national de FR 3 devrait pouvoir intégrer plus largement le travail du réseau régional pour l'ancrage dans la vie locale française. Il devrait également tenir compte davantage du "culturel", au sens large, qui puisse faire place à des émissions ciblées pour des publics spécifiques : jeunes, non actifs, femmes au foyer, ceux qui ne trouvent pas de réponse à leur curiosité scientifique, etc... Mais ce ciblage ne doit pas entraîner la disparition sur l'antenne de FR 3 de quelques éléments forts de référence. La télévision reste un spectacle. Un réseau de télévision ne peut se transformer en encyclopédie. Il faut des moments attractifs, des moments de rassemblement qui n'excluent nullement l'intelligence, la recherche de la qualité. Il faut cultiver la diversité des attentes des différents groupes sociaux. C'est l'intérêt d'un deuxième réseau car une chaîne généraliste va forcément au plus large des dénominateurs communs.

Il faut également clarifier les choses. Jusqu'ici on a plutôt demandé à la 3 de rivaliser avec la 2. La bataille était très inégale. L'apparition d'un énorme secteur privé a créé un traumatisme incroyable. Il n'est pas anormal que pendant un temps les chaînes aient donné l'impression de perdre pied. La mission des pouvoirs publics est aujourd'hui de donner les moyens du redressement au secteur public. Des moyens financiers et des objectifs. Que les chaînes sachent clairement ce qu'on attend d'elles, qu'on leur permette de travailler dans la durée. Ce qui est éminemment souhaitable, c'est que les équipes responsables de la 2 et de la 3 soient capables de se parler, d'établir des projets en commun, de conjuguer leurs efforts

Propos recueillis par Marilyne Trassard.



Pas un public mais des télespectateurs ▲

Le devoir de démocratie

Thierry Wolton vient de publier un ouvrage intitulé "Les écuries de la Vème République" (Grasset), qui tend à mettre tous les gouvernants dans le même panier des trafics et des scandales. Pourtant, à la fin du livre, au détour d'une phrase du chapitre consacré à "l'affaire Luchaire", quelle n'est pas la surprise de découvrir l'affirmation catégorique que le parti socialiste n'a pas touché un sou dans ce trafic d'armes avec l'Iran.

Nous sommes heureux de l'apprendre. Nous aurions été encore plus heureux si les Français n'avaient pas, des jours durant, entendu l'inverse sur toutes les antennes et à longueur de pages. De l'autre les affabulations ou les approximations de l'actualité amplifiées, répétées, matraquées.

Et le schéma, impassible, se reproduit de la même façon. Sur Pechiney, et les millions touchés après spéculation par des initiés. Personne certes n'a accusé le PS d'avoir spéculé en Bourse, mais qui peut nier que l'on a accolé affairisme à socialisme sans preuves et donc sali encore l'honneur des socialistes. Qui peut douter du souvenir demeurant enfoui quelque part dans la conscience collective ?

La liberté de la presse est un droit et une valeur essentielle de la démocratie. Comme toute liberté, comme tout pouvoir, elle implique un certain nombre de devoirs. Si nul ne peut être tenu à une objectivité mythique, chacun en revanche se devrait de respecter une honnêteté minimum dans sa démarche, par devoir de vérité, par exigence de démocratie.

Si le paravent du "journalisme d'investigation" ne sert qu'à dissimuler les mystérieuses sources qui permettent d'affirmer l'invérifiable, n'y a-t-il pas lieu de se poser quelques questions ? Si le moindre ragot colporté, comme c'est aussi leur fonction, par les Renseignements généraux peut suffire à justifier la "une" d'un des plus prestigieux organes de la presse française, alors il y a effectivement du souci à se faire. Surtout quand le Président de la République est mis en demeure de s'expliquer et d'agir à partir de ces révélations...

Les journalistes sont en droit d'exiger clarté et rigueur dans le comportement des hommes publics et en particulier des gestionnaires politiques.

Serait-ce trop demander en échange que cette autre catégorie d'hommes publics que sont les hommes de presse observent, dans leur activité professionnelle, la même rigueur et fassent montre de la même clarté dans leurs démarches et leurs missions ?

Lyne Cohen-Solal

ILE-DE-FRANCE

Indignité

500.000 francs pour financer une étude destinée à recenser les immigrés clandestins en Ile-de-France. C'est avec cet amendement aux intentions ouvertement racistes du Front National que la droite RPR-UDF a monnayé le ralliement des élus d'extrême-droite au vote du budget du Conseil régional d'Ile-de-France, la semaine dernière.

A la veille des municipales, la droite en s'alliant une nouvelle fois avec l'extrême-droite manifeste clairement ses choix. Les alliances se concrétisent. Les engagements de M. Juppé n'ont pas tenu longtemps. Il ne pouvait en être autrement.

D'entrée, la droite a refusé la motion que les socialistes avaient déposée afin d'ajourner la discussion budgétaire. La connaissance des conclusions définitives de la négociation sur le contrat de plan qui représentera la majeure partie des actions de la région pour les années à venir était pourtant un préalable indispensable à toute discussion. L'Assemblée régionale ne pouvait sérieusement discuter et se prononcer sur son budget sans connaître les incidences financières du contrat de plan en cours de négociation entre l'Etat et la région. 47% des opérations pour cette année doivent être affectées à des opérations conjointes. Dès lors que cette condition n'était pas remplie, les socialistes ont annoncé clairement leur intention de voter contre ce budget préparé par la droite. Cette dernière, pour sa part, n'a eu de cesse alors de rechercher un accord avec le Front National.

Ce sont les immigrés qui font les frais de la manoeuvre. Le RPR et l'UDF renforcent le courant raciste auquel ils viennent une nouvelle fois de céder. M. Pasqua peut se réjouir de voir triompher les "valeurs communes" à la droite et à l'extrême-droite au Conseil régional d'Ile-de-France.

Yannick Bodin



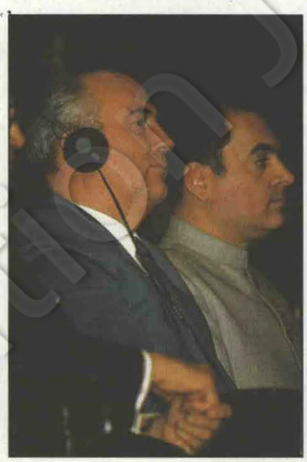
▲ *Le deuxième pays du monde par sa population.*

Coopérer davantage avec l'Asie du Sud

"Les investissements français ne dépassent pas deux pour cent des investissements étrangers en Inde."Cette observation faite par le Président Mitterrand au "Times of India" indique bien l'objectif essentiel de ce déplacement officiel : rééquilibrer nos échanges avec une nation dont les dimensions sont celles d'un continent, mieux, d'une civilisation.

Toutes les visites à l'étranger d'un Président de la République Française sont importantes. Que cela soit immédiatement perceptible ou non, elles exercent nécessairement un effet -fut-il d'inertie- sur les équilibres internationaux et sur les capacités de la France et de l'Europe de préserver ou d'améliorer leur prospérité et leur sécurité.

Il s'agit de la deuxième visite de François Mitterrand (la première date de novembre 1982) dans une des grandes puissances régionales de l'Asie. L'Inde est le deuxième pays du monde par sa population, mais nous n'entretenons malheureusement pas jusqu'ici un niveau d'échange correspondant à nos intérêts et à nos talents respectifs. Néanmoins par ce voyage, un acte significatif est posé, une ligne d'action est réaffirmée.



Négociations en cours... ▲

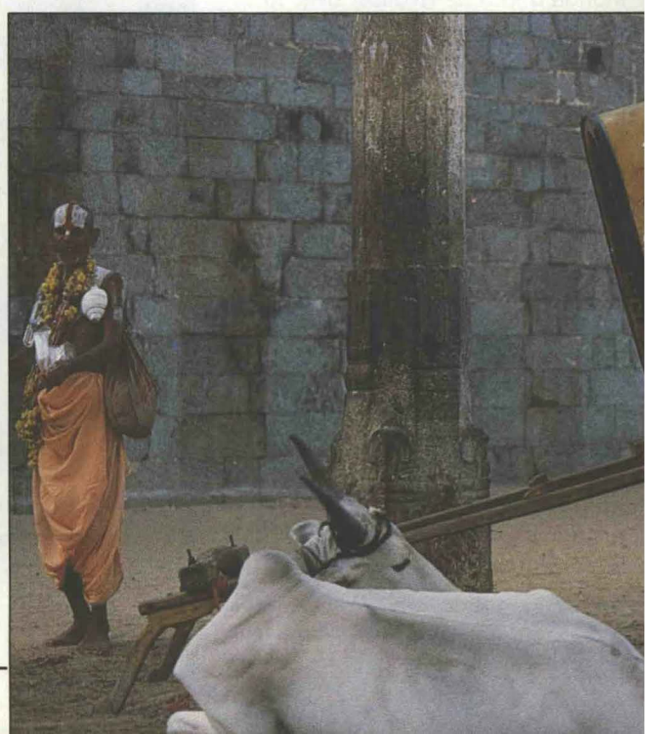
De Cancun, déjà

C'est dès son fameux discours de Cancun, au Mexique en 1981, que le Président avait affirmé la nécessité de reconnaître la réalité de l'interdépendance entre les économies et les sociétés du Nord et du Sud. Il rappelait par là que les valeurs du droit et du contrat, pour nous seules porteuses de légitimité, dans les relations intérieures aussi bien qu'extérieures, sont en même temps les seules garantes d'une efficacité économique et d'une justice sociale.

Le socialisme démocratique apparaît aujourd'hui comme la seule réponse mobilisatrice au libéralisme sauvage. Etat de droit (et organisation des marchés), pluralisme (et donc, sous une forme ou sous une autre, laïcité), négociation et solidarité : ces valeurs, ces institutions et ces pratiques figurent au centre des efforts actuels pour un développement au service de tous à l'échelle du monde entier. Elles sont incarnées par les figures du socialisme européen que sont Claude Cheysson ou Willy Brandt, Jacques Delors ou Bruno Kreisky et bien d'autres comme Edgar Pisani ou Jean-Pierre Cot, sans oublier Pierre Mendès-France et Olof Palme.

Dans les années 60, une version volontariste, autoritaire et fermée du socialisme a pu paraître fournir une inspiration et un modèle à la révolte anti-coloniale. Mais la construction d'Etats-nations, dont chacun s'efforce d'imposer aux peuples sa propre image de ce que devrait être une société, n'a pas, depuis, apporté de réponse décisive aux problèmes économiques et sociaux du développement (quand elle ne les a pas aggravés). On voit partout ces entités, qui s'étaient voulues fermées, se décomposer ou s'ouvrir (de la Chine à l'URSS, en passant par la Birmanie ou l'Algérie...).

Expérience faite (souvent très douloureusement), la démocratie apparaît comme une condition essentielle pour que le développement aboutisse et ne soit plus remis en cause, car elle intègre toujours plus d'intérêts et de valeurs. Il est tout-à-fait significatif à cet égard que les travaux de la Commission Nord/Sud du secteur internatio-



Nord et Sud : des économies interdépendantes. ▶

Sommet sino-russe

Edouard Chevarnadze est en ce moment à Pékin. Pour la première fois. C'est la dernière étape avant le voyage que Gorbatchev fera, en avril ou mai prochains.

Gorbatchev et Deng Ziaoping devront effacer un quart de siècle d'une profonde brouille causée par des différends idéologiques et géostratégiques. Principaux dossiers : Cambodge, Afganistan, litiges frontaliers et échanges militaires.

Pour la Réunion

Des milliers de sans-abri, la grande majorité des routes hors d'état, les récoltes détruites, surtout dans le Sud.
Nos compatriotes de l'île de la Réunion ont besoin de notre aide. Après le cyclone Firinga, la moitié des familles restent privées d'eau et d'électricité. Adressez vos dons individuels ou de collectivité avec la mention "aides aux sinistrés de Firinga", à la Fédération du PS réunionnais.
A l'ordre du CECP-Aide aux sinistrés, 85, rue d'Après, 97400 Saint-Denis.

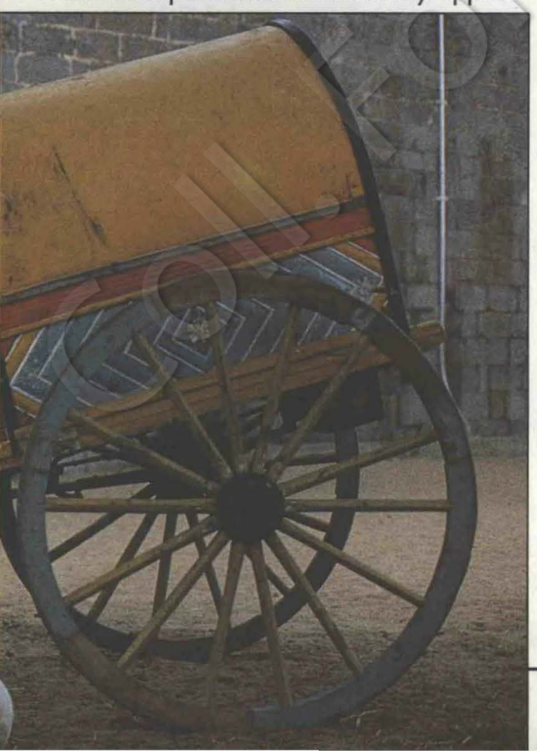
nal de notre parti marquent ces dernières années un net passage d'un point de vue économiste du développement à un point de vue plus politique d'élargissement de la démocratie.

Une telle vision, à la fois réaliste et ferme sur les valeurs, implique évidemment la recherche d'alliés qui aient des vues et une expérience compatibles, sans quoi les déclarations restent de pure forme. C'est ce que l'Inde démocratique peut tout-à-fait devenir pour nous. Car sa pratique du pluralisme, dès le mouvement pour l'indépendance, lui a procuré cette continuité de politique économique et de politique extérieure qui fait d'elle, de plus en plus, un partenaire économique et stratégique dont il faudra tenir compte et sur lequel on pourra compter (comme c'est déjà le cas dans l'Océan Indien et la péninsule arabique).

Le "continent" indien

En dehors du marché considérable qui pourrait s'ouvrir là pour nos échanges de produits et de technologies, une meilleure connaissance du monde politique indien pourrait nous être utile pour notre action en direction de zones qui nous sont historiquement et politiquement plus familières :

- vis-à-vis de l'Afghanistan et du Moyen-Orient islamique : les mouvements islamistes posent à l'Inde laïque un problème similaire à celui de l'Europe. Cela explique en partie l'attitude "neutre" adoptée sur l'affaire afghane et l'invasion soviétique. Mais le considérable Islam indien (il y a autant de musulmans en Inde qu'au Pakistan) n'est pas seulement source de difficulté et de tension pour l'Inde : des politiciens musulmans y apprennent aussi à jouer le jeu de la démocratie et de la laïcité. On ne peut exclure que des mouvements de réforme moderniste et démocratique de l'Islam partent de l'Inde, qui a déjà dans le passé constitué un centre du monde islamique, pas toujours une simple périphérie. C'est aussi ce qui donne une chance réelle à l'établissement d'une coexistence constructive entre une Inde désormais plus sûre de sa puissance et de sa sécurité et un Pakistan qui est peut-être en voie de s'engager dans une pratique pluraliste que le mouvement nationaliste fondateur, se référant à une religion unique, avait écartée.



- vis-à-vis du Cambodge et de l'Asie du Sud-Est : l'Inde, qui reconnaît le régime actuel de Phnom-Penh (et qui a d'ailleurs succédé aux savants français de l'Ecole française d'Extrême-Orient pour la restauration d'Angkor-Vât), est activement engagée dans les négociations en cours entre Union Soviétique, Vietnam (avec lequel elle entretient de bonnes relations) et Chine. La Chine se montre d'ailleurs de plus en plus intéressée à améliorer ses relations avec l'Inde, et le Premier ministre Rajiv Ghandi vient d'y effectuer une importante visite.

Dans les relations avec les pays du sous-continent indien, tant avec l'Inde qu'avec le Pakistan, le Bangla Desh, le Sri Lanka ou le Népal, il faudra en tout cas désormais tenir compte d'un double fait, qui transforme et renforce actuellement les liens économiques et politiques entre eux, autant que le rôle stratégique et culturel de l'ensemble du sous-continent dans l'Eurasie. Leur coopération régionale commence à s'organiser depuis quatre ans dans le cadre du SAARC (Organisation de coopération régionale pour l'Asie du Sud); le rôle prédominant de l'Inde démocratique s'affirme dans ce cadre, et est reconnu par ses partenaires.

L'Europe doit partir de là pour intensifier ses efforts de coopération avec une Asie du Sud certainement appelée à jouer un rôle économique et stratégique plus fondamental à terme que les "dragons" d'Asie du Sud-Est dont on parle tant dans les milieux plus soucieux de rentabilité à court terme des capitaux que de développement économique et social.

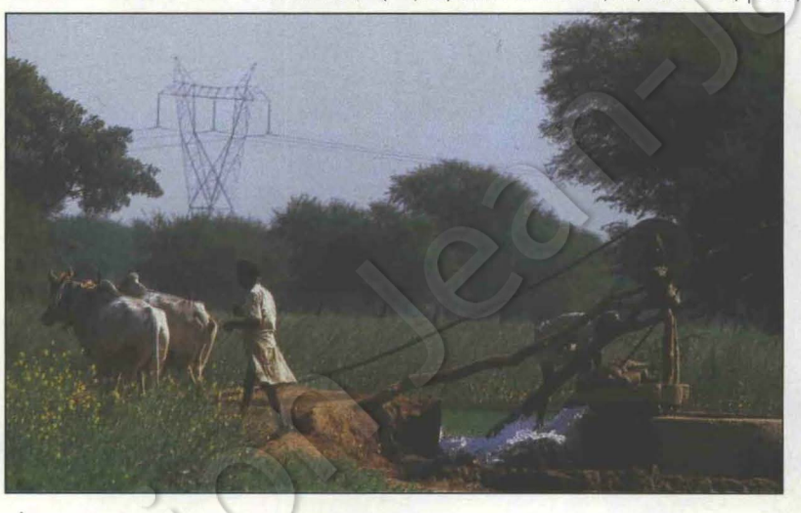
Pour cela, nous avons intérêt à prendre une vision d'ensemble du sous-continent et de ses problèmes. Il ne faut en tout cas jamais oublier que certaines choses ne peuvent se faire sur un plan purement bilatéral : nous avons tout intérêt à favoriser la coopération régionale entre les peuples et les Etats de la région. Faute de quoi, certains projets généraux - telle la régularisation du cours des grands fleuves qui se jettent dans la baie du Bengale, le Gange et le Brahmapoutre - risquent de ne pas voir le jour.

Henri Stern

L'Inde : notre 5ème excédent commercial

(Source : Commerce extérieur)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988 9 mois
Taux de couverture en %	99	151	84	132	194	158	343	229	152
Importations en millions de F	1489	1386	4334	1733	1981	3326	1922	2224	1966
Exportations en millions de F	1475	2104	3637	2286	3362	5286	6605	5151	2994

Nous vendons à l'Inde : produits industriels (93,4%) dont : produits intermédiaires 29%, biens d'équipement 68,4%
L'Inde nous vend : biens de consommation (71,3%) dont : textiles 61,3%, cuirs 27%, jouets, bijouterie 10,9%.



▲ *...un modèle à la révolte anti-coloniale..*

© Photo Jean-Louis

EDUTEL POUR PARLER DE L'ECOLE

Ministère de l'Éducation Nationale,
de la Jeunesse et des Sports
Direction de l'Information et de la Communication

36.13+Edutel

© Fondation Jean Jaurès

Fêtons le Bicentenaire

Vendredi ouvre une rubrique régulière consacrée à 1789.

Le Bicentenaire va faire partie de notre vie quotidienne ; la télévision diffuse ses séries, la radio ses débats, la presse, les prises de position hostiles ou enthousiastes ; les vitrines se remplissent de gadgets. Il y a foisonnement d'initiatives, avec du bon, du moins bon et du franchement mauvais. Et même si l'on regrette comme l'historien Jean Peyrot "que la Révolution soit mise à toutes les sauces", aucune considération ne saurait prévaloir sur le fait qu'elle occupe la scène publique. Comment pouvons nous l'aborder ? Comment devons-nous participer ?



La première démarche à accomplir, consiste à s'informer sur ce qui s'est réellement passé de 1789 à 1799. Les ouvrages ne manquent pas, les conférences, les colloques se multiplient. C'est très bien que le Bicentenaire soit l'occasion d'une meilleure connaissance de la Révolution, des hommes qui l'ont faite, de ceux qui l'ont combattue ou aimée. Il faut rafraîchir nos mémoires, renouer les fils de notre histoire nationale, peut-être pour être les médiateurs auprès de nos concitoyens, des valeurs et des acquis de cette Révolution, qui a fait de la France "la patrie des Droits de l'Homme".

Nous ne pouvons que nous réjouir que cette célébration donne le moyen de poser clairement les problèmes d'aujourd'hui : la liberté d'expression, de circulation, de trouver refuge sur notre sol, d'exercer ses droits syndicaux... L'Egalité des citoyens devant la loi, qu'ils soient modestes ou puissants ; l'Egalité des chances à l'école... Fraternité entre les hommes de toutes origines. Et l'apartheid et les immigrés ?...

Le Bicentenaire marquera notre époque si des avancées peuvent se faire dans le sens de plus de liberté, d'égalité et de fraternité.

Georges Ferré



"Vive la liberté"

Louis MEXANDEAU et Georges FERRE animent l'association "Vive la Liberté" créée à l'initiative du Parti Socialiste et de la F.N.E.S.R. Le comité scientifique de "Vive la Liberté" réunit des historiens :

- Maurice AGULHON (Collège de France)
- Jean-Paul BERTAUD (Paris-I)
- Marcel DAVID
- René GIRAULT (Paris - I)
- Dominique GODINEAU
- François HINCKER (Paris - I)
- Pierre LEVEQUE (Dijon)
- Pascal ORY (I.E.P. et Paris X)
- Michel VOVELLE (Paris-I, C.N.R.S.)

Chaque semaine, nous les retrouverons dans "Vendredi" pour cette meilleure connaissance de la Révolution.

DÉBAT PERMANENT

Pour ouvrir ce débat permanent des lecteurs, il nous a fallu attendre vos réactions aux premiers numéros de "Vendredi". Elles n'ont pas tardé et le flux menace. Avis, colères, enthousiasmes, idées; n'hésitez pas à prendre la plume. Nous sommes preneurs de tous vos mots.

Avant tout, nous tenons à remercier tous ceux qui ont accueilli favorablement "Vendredi". Car si nous sommes attentifs aux critiques, vos compliments nous vont droit au coeur et sont autant d'encouragements à faire, chaque semaine, un peu mieux.

En écho à l'interview d'Elisabeth Badinter sur l'Eglise et la sexualité, vous avez été nombreux à nous écrire. La religion reste un sujet sensible :

Michel Lerat - Mons-en-Baroeul (59) : *"Je suis catholique, pratiquant, animateur liturgique et socialiste de coeur depuis de nombreuses années. Elisabeth Badinter n'a pas tout à fait tort de critiquer, moi aussi je critique, mais de l'intérieur... Sur la même page, l'agression de Hélène Delavault et une femme affublée d'une couronne d'épines. Vous faites des amalgames. Vous mélangez les chrétiens, l'Eglise avec l'extrême-droite agressive, raciste et terroriste et les royalistes nostalgiques. Tous les chrétiens dignes de ce nom réprouvent totalement les attentats, y compris ceux contre le film de Scorcese, ou alors ils n'ont rien à faire à l'Eglise et ne suivent pas Jésus-Christ... Je pensais l'anti-cléricalisme primaire bien enterré."*

Sur le même thème, André Villette, maire honoraire PS de Fresnes (94) rappelle la double mission des évêques : *"Un évêque dans l'église catholique est docteur et pasteur. Comme docteur, il est gardien de la Foi et de la tradition, c'est-à-dire de la fidélité, au cours des siècles, de l'Eglise à l'évangile du Christ. Mais l'évêque est aussi pasteur. A ce titre, il a en charg e (spirituelle) des hommes et les femmes qui veulent vivre l'idéal évangélique. L'évêque accepte donc les chrétiens au niveau de perfection (ou d'imperfection) où ils se trouvent. Pour ma part, je pense que le Père Decourtray et le Père Lustiger, faute de pouvoir tout dire, n'auraient rien dû dire à la télévision et réserver aux seuls chrétiens le rappel de l'idéal évangélique."*

Quant à Pierre et Mathé Baudet -Saint-Christophe (49), ils affirment : *"Socialistes parce que catholiques nous ne partageons pas le "désespoir" d'E. Badinter devant les prises de position de Jean-Paul II en matière de morale sexuelle... Pourquoi ne pas accepter qu'il y ait une morale sexuelle alors que nous acceptons règles, codes et convenances dans tous les autres domaines de la vie, y compris ceux qui nous sont les plus intimes comme notre santé..."*

Concernant les événements de l'automne 1988 en Algérie, Jean-Claude Bonnuit - Les Clayes-sous-Bois (78) met en garde les socialistes : *"Ne pas évoquer, ou si peu, les massacres et les tortures d'adultes et d'enfants dans un article sur l'Algérie accrédite l'idée que nous, socialistes, avons nos bons morts, nos bons droits de l'homme... et ceux dont il ne vaut mieux pas parler... Il y a là un danger pour ce qui constitue le "noyau dur" de nos convictions profondes."*

Mme Hauchecorne - La Lande (76) ne fait preuve d'aucune mansuétude à l'égard des dirigeants politiques qui se seraient compromis d'une manière ou d'une autre : *"Exclusion du parti socialiste et sanctions sévères pour tous les élus, responsables, corrompus ou impliqués dans des scandales... Il faut exiger l'honnêteté... Des politiques impliqués dans des scandales cela signifie un désintéressement de la vie publique et l'abstention aux élections."*

Mme Hauchecorne se préoccupe également de la situation des plus défavorisés : *"Pas d'éducation, de savoir, de culture, de santé avec 2.000 francs par mois. C'est mieux que rien mais c'est toujours la misère... Il faut augmenter le RMI... mais aussi augmenter les postes d'instituteurs... La seule façon de s'en sortir pour les plus démunis est que l'école les prenne en charge plus individuellement, donc dans des classes moins surpeuplées..."*

Enfin, selon notre correspondante, l'année 1989 doit être l'occasion d'appliquer à tous, et notamment aux immigrés, le triptyque : Liberté-Egalité-Fraternité : *"Le droit de vote aux élections n'est-il pas applicable aux immigrés ? - ... Le droit de vote c'est : responsabiliser un être humain, reconnaître ses compétences, lui reconnaître la liberté, l'égalité des droits."*

Pour terminer, une réaction de Henri Allaigre -Magny-les-Hameaux (78) à la phrase-titre de l'interview de François Mitterrand *"Je crois à la force des idées, donc à l'idéologie." :" Ce qui me fait problème dans cette phrase, c'est le "donc" : on ne passe pas si facilement de l'idée à l'idéologie. Autant je crois en effet que les idées manifestent la puissance transformatrice et novatrice de l'esprit humain..., autant l'idéologie représente à mon sens des idées figées, agglutinées; c'est un ensemble d'idées devenues système, c'est-à-dire un outil passe-partout qui prétend apporter une solution mécanique à tous les problèmes humains..."*

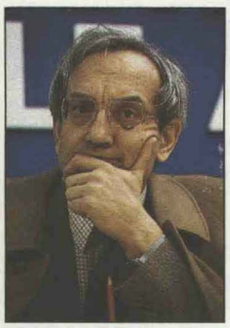
Ecrivez-nous. Répondez-vous. A la semaine prochaine.

POLÉMIQUE



LA RÉPUBLIQUE, LA FRANCE, L'EUROPE :

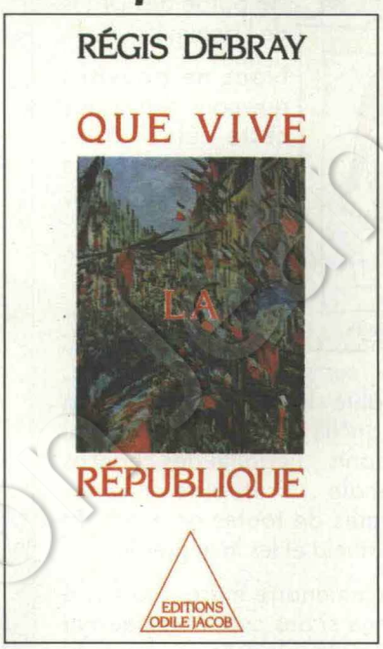
Régis Debray et Alain Minc, deux livres en débat



▲ *Max Gallo, arbitre.*

"On n'a pas pris la Bastille pour nous adapter au monde tel qu'il est mais pour le faire autre qu'il n'est". En écrivant cette phrase à la fin de son livre "Que vive la République !" -qui claque comme un drapeau- Régis Debray donne peut-être le sens de son essai.

Secouer les esprits, prendre la gauche aux épaules et lui rappeler que, culture de gouvernement ou pas, elle a pour fonction- dans l'opposition ou au pouvoir de vouloir transformer le monde. Pour ce faire, selon Debray, il faut s'appuyer sur ce qui enracine un individu, le noue aux autres : une tradition nationale, -ici la République- : "*autant que je crois*, dit-il, *en l'égalité des hommes, j'ai la passion de la mémoire et de la fidélité.*" C'est dire que son livre, en cette année du Bicentenaire de la Révolution française est à la fois remise à jour de l'histoire nationale, dans ses spécificités (liberté, égalité, fraternité et donc République) et "*acte de foi*" dans l'avenir de la nation. Il faut qu'il y ait toujours des "*fils de Marianne, assez orgueilleux pour monter sur leurs grands chevaux et faire un plat de pas grand chose... Ainsi peut-être la nostalgie redeviendra ce qu'elle était : dynamique.*" Pas à pas, avec un sens éclatant de la formule, de l'exemple historique et de la citation il démontre, pourfend les "*fines mouches*" qui se laissent porter par l'air du temps -et il y en a eu à tous les moments difficiles de l'histoire de la République 1800, 1851, 1940, 1958- les "*socialistes honteux de l'être*", et tous ceux qui, par "*réalisme*", conformisme, ne veulent célébrer qu'une "*révolution honteuse, réduite aux acquêts mais présentable à la bonne société.*"



Debray : "La nation demeure un levier pour plus de démocratie"

On trouvera ainsi, dans son livre, une vigoureuse contestation des thèses à la mode, des prudences qui se font héroïsme de la pensée, bref le refus d'admettre que la Révolution s'arrête au mois d'août 1789, le rappel du fait que la République est de 1792, et que ce n'est qu'en 1793 que la Convention donna réellement vie à des textes démocratiques, affirmant notamment l'égalité des citoyens. Ce qui est aussi manière d'affirmer que la "*nation*" demeure une réalité, un levier pour plus de démocratie. Et que non seulement une "*société postnationale est une société post révolutionnaire*" mais qu'elle risque de ne plus être Républicaine.

Nul doute que, pour Alain Minc, de tels propos caractérisent un "*hurluberlu archaïque égaré par sa morgue*" : c'est ainsi que selon Régis Debray, les "*intelligents*" jugeaient de Gaulle en 1940. Et Alain Minc est un homme intelligent. Il dit de lui qu'il appartient à une "*espèce rarissime : industriel et journaliste, chef d'entreprise et intellectuel.*" Financier -au service de De Benedetti, l'industriel italien- il est énarque, et il s'est donné pour tâche, prétend-il sans doute, de combattre les idées reçues.

Ainsi, a-t-il écrit en 1987, une "*Machine égalitaire*", où il voulait prouver que les principes égalitaires conduisaient par un effet pervers à appauvrir les plus nécessiteux. Dans son nouvel essai "*La grande illusion*", il s'attaque au "*mythe de 1992*" qui, dit-il, "*nous rend aveugles*". "*Arrêtons de tricher*", voyons la réalité en face. L'Allemagne bascule vers le centre de l'Europe.

La Communauté à douze est menacée par ce mouvement. Et la France a encore quelques cartes à jouer pour éviter la dérive des douze vers une Europe continentale, dominée économiquement par l'Allemagne et politiquement et stratégiquement par l'URSS. Quelles cartes ?

C'est ici que nous retrouvons le thème de la nation, qui est au centre du livre de Régis Debray. Mais ce qui chez le philosophe et l'écrivain Debray, qui fut un militant révolutionnaire payant de sa liberté son engagement auprès de Che Guevara, fait la valeur exemplaire de la République et ses atouts pour l'avenir, devient chez l'intellectuel et homme de finances, handicaps, voire paralysie.

L'idée que la France doit demeurer une "*puissance mondiale*" est une illusion dit-il. *Le combat quotidien pour maintenir au Français les mêmes attributs qu'à l'Anglais est contreproductif.*" "*Il existe un seul esperanto européen*" et nous devons nous y convertir. "*L'Europe n'existera que le jour où, de droit ou de fait, l'anglais sera vraiment sa langue.*"

Il crie qu'il faut en finir avec notre "*narcissisme collectif*". Et nous débarasser de ces "*arthritismes dont les Français devraient se défaire (et qui) constituent autant de résidus historiques ou de traits ancestraux..*" Alors que Régis Debray revendiquait la "personnalité" française, son histoire originale maintenue, parce que facteur de progrès, Alain Minc écrit : "*C'est dire que pour être le*

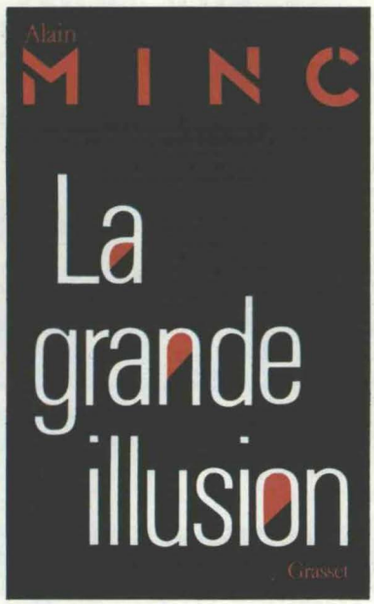
Mise en images d'une banlieue ordinaire

Septembre 83, les banlieues font la "une" des quotidiens : rodéos aux Minguettes, meurtres raciaux, inquiétudes sécuritaires. Cet ouvrage analyse les fantasmes qui planent sur les banlieues en péril. Quel est le fonctionnement réel de ces images de la peur ? Comment sont-elles vécues au quotidien par les habitants, piégés dans le béton ?
Il dresse un bilan de l'action des élus, des animateurs sociaux, des organismes comme la Commission nationale pour le développement social des quartiers.

Christian Bachmann et Luc Basier, 49F - Editions Syros - Alternatives

leader de la Communauté, la France devrait s'être banalisée. Exigence somme toute normale : on ne dirige bien que ce à quoi on ressemble. Dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est plus la grandeur mais la banalité qui constitue la condition du leadership."

C'est donc bien un débat central qui se noue entre ces deux livres aux auteurs dont les parcours sont si différents qu'ils semblent chacun d'eux symboliser deux attitudes possibles de l'intellectuel. Et c'est aussi une confrontation qui est au coeur de la question européenne.



Minc : "Il faut en finir avec notre narcissisme collectif"

Minc, loin d'être original comme il le sous-entend, ne fait que mettre en forme, à propos de l'Europe, les idées du jour. "*La France devrait s'être banalisée*", "écrit-il. Mais c'est ce qu'annoncent et souhaitent à longueur de pages ceux qui affirment que c'en est fini de "*l'exception française*". Et on se félicite dans ces milieux -par exemple à la Fondation Saint-Simon, dont Minc, mais aussi François Furet et bien d'autres sont membres- de ce "*refroidissement des passions politiques*" qui caractérisent la période actuelle. On ne veut pas, dans cette perspective, d'une célébration de la Révolution française glorieuse, parce qu'on estime qu'elle est "*finie*", qu'elle n'est plus que le "*linceul d'une tradition*". Alors que pour Régis Debray "*89 comme aventure collective et naissance d'une nation reste à l'ordre du jour.*"

Et le patriotisme européen ?

En fait, ce dont il s'agit c'est de savoir si pour construire l'Europe il faut la "*banalisation*" de la France, sa "*normalisation*" tant linguistique qu'idéologique, la réduction de ses ambitions et de son "*orgueil national*", ou si, prôner cela, n'est pas la plus aveugle utopie, un marché de dupes, qui désarme une collectivité gênante (n'a-t-elle pas au centre même de son histoire l'idée d'égalité et d'une République de citoyens) au profit non de l'Europe, mais d'autres modèles nationaux. Et le livre de Minc d'ailleurs est lourd d'une contradiction : en même temps qu'il nous invite à renoncer à nos "*arthritismes*", au français, etc., il nous montre que l'Allemagne est emportée par ses logiques nationales et géopolitiques. Il montre ainsi -sans le vouloir- la force des réalités nationales, tout en nous recommandant d'oublier les nôtres.

Il suffit pourtant de suivre l'actualité pour découvrir d'un bout du monde à l'autre, de la Nouvelle Calédonie aux Etats baltes, de la Palestine à l'Arménie, de l'Afghanistan à la Pologne, des Etats-Unis au Japon ou à la Russie (on sait la force du renouveau nationaliste et slavisant que représente le mouvement Pamiat) que le sentiment national est partout vivant, que la nation (cet impensé des marxistes, des économistes et aussi... des dirigeants des multinationales...) est une donnée de fait, la manière qu'ont depuis près d'un millénaire les hommes de se sentir solidaires. C'est ainsi. Qu'il faille construire l'Europe, qui le conteste ? Mais rêver de la bâtir sur une "*table rase*" dont on aurait balayé les nations n'est qu'un songe, parfois généreux, souvent intéressé. Qu'un jour surgisse une nation européenne, un patriotisme européen, c'est souhaitable et pourquoi pas ! Pour l'heure "*Que vive la République*". Le reste est "*Grande illusion*".

Max Gallo

Régis Debray, "Que vive la République",
Odile Jacob, 226 pages, 99F.
Alain Minc, "La grande illusion",
Grasset, 286 pages, 98F.

Le nouveau protocole Education-Défense

Avec le protocole "Chevènement-Jospin", signé le 25 janvier, la coopération entre la Défense et l'Education nationale ne part pas de zéro. Comme le rappelle Jean-Pierre Chevènement : "*le ministère de la Défense investit massivement dans la formation*", et depuis longtemps on a échangé des moyens, des techniques, des hommes, avec le ministère de l'Education nationale, qui est -selon François Mitterrand- le plus grand employeur du monde après l'Armée rouge.

Un grand coup d'accélérateur fut donné en septembre 1982, avec un premier protocole signé par Charles Hernu et Alain Savary. Harmonisation des programmes entre des universités et des écoles militaires; mise à disposition d'ateliers des armées pour des lycéens du technique; lutte contre la toxicomanie ou l'insécurité routière, etc.

Tout cela est maintenu dans le nouveau protocole, avec un accent sur certaines priorités. Lutte contre l'illéttrisme; instruction civique; apprentissage des langues (notamment l'allemand pour les jeunes qui font leur service outre-Rhin); information sur le service national et les carrières militaires; tâches d'enseignement assurées par des jeunes incorporés "*qui en ont la compétence et dont certains sont actuellement exemptés ou réformés*"; formation des enseignants aux questions de défense. Le protocole insiste sur la recherche, à propos de laquelle Lionel Jospin cite l'exemple du secteur médical : "*Des coopérations se sont nouées entre laboratoires et équipes de recherche civils et militaires. Elles peuvent être étendus à d'autres secteurs.*"

Daniel Mitrani



POST - SCRIPTUM

Rika-ducée

Un rien de sincérité,
Deux soupçons de "çonnerie"
Trois graines de mercantilisme,
Quelques pincées de prétention,

Et un médecin rageur,

Un gros rien de faux espoirs,
Deux chouïas de courant d'air,
Trois doses de duperie,
Un grand verre d'alcool de rente,

Et un pharmacien vengeur,

Et un procès ridicule
(juste avant de se coucher).

Jacques Coquipe

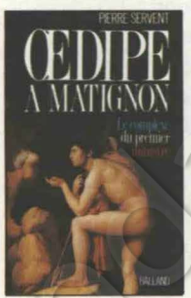
William Shawcross :
"Le Shah. Exil et mort d'un personnage encombrant"

L'intérêt de ce livre vient en négatif. Il vaut moins pour le récit - brillant- et les anecdotes -éclairantes- qu'il contient ou les précisions qu'il donne (ex : les fêtes de Persepolis ont coûté deux milliards de francs en 1971) que dans ce qu'il révèle par effet de miroir : l'arrogance des puissants, les implacables équations internationale, les débordements extrémistes de la révolution. La chute exemplaire d'un pouvoir aveugle.
Stock, 518 p., 120 F



Nathalie Prévost :
"La mort indigne de Malik Oussekine"

"Plus jamais ça" a été le cri sourd et dur des lycéens de 1986 après la mort de Malik Oussekine. L'indignation fut générale. En chancelant, le gouvernement Chirac renonça au projet Monory.
Seulement voilà : plus de deux ans ont passé. Et depuis, il ne s'est rien passé. Cette mort révoltante sera-t-elle étouffée ? "Dans mon enquête, écrit Nathalie Prévost, je n'ai rencontré qu'indifférence, égoïsme, lâcheté, hypocrisie... Formidable solidarité des notables."
Editions Bernard Barrault, 170 p., 78 F



Pierre Servent :
"Oedipe à Matignon - Le complexe du Premier ministre"

De prime abord, ce livre agacerait. L'angle choisi n'est-il pas le petit bout de la lorgnette ? Et puis, non ! Bon gré ou (plus souvent) mal gré, le président de la République et le Premier ministre forment un couple, au sens mécanique. Mais la mécanique politique ne se répète jamais. Quatre présidents, dix Premiers ministres depuis 1958. A chaque fois : une équation nouvelle, parfois oedipienne il est vrai, jamais neutre.
Ballard, 314 p., 119 F

La semaine du cirque

Le cirque, tel que nous le connaissons, est né avec la Révolution. Spectacle populaire et vivant, il n'attire plus les foules d'antan. Pourtant la télévision le met à l'honneur cette semaine.
Aux "Dossiers de l'écran", Antenne 2 diffuse "Trapèze", un film de Carol Reed (1956) avec Tony Curtis, Burt Lancaster, Gina Lollobrigida. Suit un débat sur "La merveilleuse histoire du cirque" avec Stéphanie de Monaco, Alexis Gruss (directeur de cirque), Claude Krespin (de l'école de cirque de Châlons-sur-Marne), Catherine Dagois (trapéziste)...
De leur côté, FR 3 et la Sept présentent une sélection du XIIe Festival mondial du cirque de demain et du troisième Festival du Cirque de l'avenir qui ont eu lieu au Cirque d'hiver Bouglione. Une heure trente d'équilibrisme, clowneries, contorsions...
Antenne 2, mardi 7, 20 h 30.
FR 3 , mercredi 8, 20 h 30.



BLOC-NOTES

Claude Estier

25 janvier

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel que Catherine Tasca porta vaillamment à l'automne dernier sur les fonts baptismaux parlementaires a trouvé ses neuf visages : six masculins et trois féminins (ce qui est un progrès à la fois sur la Haute Autorité - une femme sur neuf - et sur la CNCL - trois sur treize). Le nom de son président a étonné. Non que l'on ignorât l'estime en laquelle le chef de l'Etat tient Jacques Boutet. Mais il ne figurait pas sur les listes dressées par les échotiers, preuve que l'Elysée sait garder des secrets. Hormis cette surprise, la composition du CSA n'a pas fait de vagues. Ni enthousiasme ni critiques et c'est sans doute mieux ainsi. François Mitterrand avait souhaité que le nouvel organisme chargé, comme l'on dit, de "réguler" l'audiovisuel soit composé d'une majorité de professionnels. C'est le cas. Nul ne peut dénier cette qualité et la connaissance du milieu à Igor Barrère, à Bertrand Labrusse, à Geneviève Guicheney, à Daisy de Galard comme à Roland Faure qui n'est pas de nos amis mais qui s'inscrit dans un choix où le président du Sénat a voulu éviter toute provocation. Le premier acte du nouvel organisme qui s'installe dans les meubles de la non regrettée CNCL sera d'ailleurs de trouver un nouveau patron à Radio-France. Très très attendu dans la maison ronde - et un peu folle - du Quai Kennedy.



27 janvier

Yasser Arafat, tout sourire, est reçu à Madrid en chef d'Etat : par le roi Juan Carlos, par Felipe Gonzalez et aussi par l'Europe des Douze qui a délégué pour la circonstance la "troïka" des ministres des Affaires étrangères d'Espagne, de France et de Grèce. En quelques semaines, le chef de l'OLP a marqué suffisamment de points pour être aujourd'hui totalement incontournable aux yeux de la communauté internationale.
Dire cela n'est pas porter un jugement de valeur mais dresser un constat évident. Même s'il s'agit pour eux d'une révision déchirante, les dirigeants israéliens vont-ils le prendre en compte ? La justification de la décision que Shamir et Peres ont prise de gouverner à nouveau ensemble pour plusieurs années ne serait-elle pas qu'ils conduisent ensemble Israël à la paix ?

29 janvier

Il est toujours difficile - et d'autant plus méritoire - de parler ou d'écrire à contre-courant de la mode.
Contre celle du consensus, le dernier livre de Régis Debray "Que vive la République" dont j'achève la lecture, est décapant en ce sens qu'il réduit à néant pas mal de bonnes vieilles idées reçues.
L'ancien compagnon de Che Guevara, qui fut aussi, de 1981 jusqu'à ces derniers mois, celui de François Mitterrand à l'Elysée, craint non sans raison qu'à force de vouloir rechercher l'accord partout la gauche soit en péril d'affadir son combat.
En cette année du bicentenaire de la Révolution, Debray s'inquiète que cette commémoration se fonde, pour ne choquer personne, sur le plus petit dénominateur commun de l'histoire révolutionnaire.
S'adressant au Président de la République sur le ton du pamphlet, qui n'exclut jamais le respect et la fidélité, il lui demande de rappeler aux gens en place "qu'on ne s'intègre qu'à ce qui distingue et s'oppose", que les militants sont comme "les petits soldats qui ont toujours eu la fâcheuse tendance de mettre la crosse en l'air quand ils voient leurs généraux déjeuner en rigolant avec ceux d'en face".
De tels propos ne sont pas dans l'air du temps. Qu'on me pardonne s'ils me semblent tout à fait d'actualité.

"Tristan et Iseult"

Une beauté ineffable, une musique venue d'ailleurs, une gageure folle. Les recherches musicologiques de Joël Cohen lui ont permis une reconstitution de la légende de "Tristan et Iseult" à partir des textes et des musiques qui en assuraient au 12ème siècle la transmission orale. De nombreuses parties sont authentiquement celles qu'on entendait en Allemagne ou en France. Emouvant de beauté, émouvant en tant que témoignage. Par le Boston Camerata, avec Henri Ledroit qui est mort quelques semaines après l'enregistrement.
Erato, CD, ECD 7558, env. 115 F



L'INVITÉ



Bruno Vennin

Comme chaque semaine, "Vendredi" a un invité. A tâche pour lui de traiter en 30 lignes d'un sujet d'actualité sur les trois qui lui sont proposés.

Cette semaine :

1. Le Président de la République fait appel aux créateurs pour concevoir un blason national. Quels symboles retiendriez-vous pour la conception graphique de cet emblème de la France et pourquoi ?

2. On vous propose deux mots entre lesquels vous pouvez en choisir un afin de le commenter, le définir ou l'illustrer à partir de l'actualité : initié ou accord.

3. Quel type de service aimeriez-vous mettre en place dans ta ville pour le 3ème âge ?

Bruno Vennin, tête de liste à Saint-Etienne, a choisi les deuxième et troisième sujets :

Je vais vous initier à ce que j'ai compris du "délit d'initié" : Si un porteur de capitaux quelconque fait de bonnes affaires à la Bourse, c'est un capitaliste compétent. Toutefois, si ce même homme est soupçonnable d'avoir quelque lien direct ou indirect avec la gauche, son cas est moins clair. Pour peu qu'il y ait une entreprise nationalisée dans le coup, le doute est avéré. Initié par ses amis politiques, notre homme s'est enrichi indûment et il a commis un délit. Le soupçonné (qui n'est pas accusé) est évidemment coupable du délit d'initié; ce qui montre bien que pour ce qui est des affaires, la droite et la gauche c'est du pareil au même, ou du moins... non, je m'y perds.

Reprenons : Quand c'est un capitaliste de gauche (sic) il est clair qu'il fait de bonnes affaires. Il ne peut que commettre des délits d'initié. Et comme ce n'est pas le cas pour un homme de droite, nous y revenons bien : décidément, oui, la gauche n'est pas la droite.
Pour rester sur le mot "initié", dans un genre moins grinçant, je répondrai à propos de la 3ème question que j'aimerais mettre en place pour le 3ème âge, à Saint Etienne, un service d'initiation à la télématique et aux techniques modernes de communication et d'expression.
Maîtriser tant soit peu la modernité c'est aussi éviter de vieillir trop vite.

La semaine prochaine

Marc Dolez,
tête de liste à Douai

Vendredi

L'hebdomadaire des socialistes

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 F - Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la Publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en Chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de Rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligman.

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin,
Sylvie Foulon, Annick Jacquet

Publicité : En cours

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire en cours

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Degel (p.15); Novak (p.14); Diapofilm (p.11); Gamma - Armand Borrel (p.8); Sipa-Press - Ludwig (p.8); Sipa-Press - Soren Rasmussen (p.8); Sipa-Press - Haley (p.9); Sipa - Malanca (couv.); Stern (couv.)

Ce numéro a été tiré à 268.000 exemplaires

Pour l'Arménie

La cadence a baissé cette semaine. La souscription ouverte a tout juste atteint 500.000 francs. Il faut beaucoup plus pour remplir "l'avion du PS pour l'Arménie" de vêtements chauds, de lits, de maisons préfabriquées, etc. Il faut continuer.
Adressez vos virements à : BCCM - 12, Place de la Bourse, 75002 Paris, compte n° 02231082051 (en mentionnant "Solidarité Arménie") ou à Henri Emmanuelli, "Solidarité Arménie" - 10, rue de Solferino, 75007 Paris

De son côté, la communauté latino-américaine de France organise un concert exceptionnel sous le haut patronage de Madame Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie de Paris. Au programme : Los Guaranis, Quilapayun, Los Jaïros, Maïz, etc.
Grand Amphithéâtre de la Sorbonne. Le 15 février à 20 heures 30. Prix des places : 100 francs.

En direct des villes



Nebias : le dynamisme retrouvé

La grande majorité du tissu communal français est constituée de petits villages ruraux qui souffrent du déclin de l'agriculture. A Nebias (Aude), le jeune maire Yves Bastié, 34 ans, a décidé de relever le défi

Nebias : un bourg de montagne de 300 habitants situé dans l'arrondissement de Limoux. Un village touché de plein fouet par la désertification liée au déclin de l'agriculture. Elu maire en 1983, Yves Bastié était confronté à un dossier prioritaire : l'arrêt de l'hémorragie démographique et l'apport, si possible, de matière grise.
Sur le plan agricole, le problème le plus important était la maîtrise du foncier. Il fallait éviter un effritement des parcelles et contrôler l'installation des jeunes agriculteurs. C'est pourquoi a été mise en place, sur l'ensemble de deux cantons, une association de stockage des terres qui a pour but de recentraliser l'ensemble des terres disponibles pour proposer, à un jeune de la commune, une surface intéressante lors de son installation et des bâtiments.
Afin d'étendre le patrimoine forestier de la commune, la mairie achète régulièrement toutes les parcelles mises en vente sur la commune. Deux plans d'aménagement ont été réalisés avec l'Office National de la Forêt ainsi qu'une coupe affouagère. Ainsi la forêt rapporte en moyenne 10% de recettes du village. Enfin, en 1984, a été créé à Nebias le Syndicat des communes forestières, unique en France, qui regroupe 50 communes forestières. Une vingtaine de personnes travaillent la forêt (plantation, entretien, bûcheronnage, vente de bois).

Pas de chômeurs

Mais à Nebias, on cherche à développer également les activités industrielles. Deux entreprises employant 40 personnes s'y sont implantées : CB House, une unité de fabrication électronique "descendue" de la région parisienne pour se rapprocher de son premier client (l'Espagne), et une scierie. Enfin une entreprise de carbonisation et une unité de séchage sont en cours d'installation. "Je n'ai donc pas de chômeurs dans ma commune", constate, heureux, Yves Bastié.
La municipalité a développé aussi le mouvement associatif et les installations sportives.
Bref, depuis six ans, elle inverse la tendance. Après de sombres perspectives, Nebias retrouve un dynamisme salutaire. Preuve qu'il n'y a pas de fatalité du déclin.

J.-P. B.

L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Vendredi vivra pour un tiers grâce à la publicité,
un tiers par l'effort important du Parti Socialiste
et un tiers grâce aux abonnements de soutien de ses lecteurs.
Près de 4.000 abonnements nous sont déjà parvenus.
L'effort doit être poursuivi
Vous aussi, souscrivez un abonnement de soutien

Bulletin d'abonnement

à renvoyer à

VENDREDI - 10, rue de Solférino - 75007 PARIS

❑ **Je m'abonne à VENDREDI pour un an (44 numéros) au tarif normal (200F) et j'indique mon adresse complète dans le cadre A ci-dessous**

❑ **Je m'abonne à VENDREDI pour an an et je veux contribuer au succès du journal en versant un abonnement de soutien. J'indique mon adresse complète dans la cadre A ci-dessous**

❑ **500F** ❑ **700F** ❑ **1.000F** ❑ **F**

❑ **J'offre un abonnement à VENDREDI (prix normal 200F) à la personne dont j'indique l'adresse complète dans le cadre B ci-dessous**

Ci-joint mon paiement par : ❑ **chèque bancaire** à l'ordre de VENDREDI ❑ **CCP n°15-221-55X** Paris Centre ❑ **mandat poste** à l'ordre de VENDREDI

☐ **abonnement(s) à 200F =**

☐ **abonnement(s) de soutien à :.....F =**

soit au total : .....F

Date et signature

CADRE A REMPLIR EN LETTRES CAPITALES

A.

Nom : .....

Prénom :.....

Adresse : Rue.....

N°.....Bât./Esc.: .....

Commune :.....

Code Postal : |_|_|_|_|_|

Bureau distributeur : .....

Pays :.....

B.

Nom : .....

Prénom :.....

Adresse : Rue.....

N°.....Bât./Esc.: .....

Commune :.....

Code Postal : |_|_|_|_|_|

Bureau distributeur : .....

Pays :.....

Fondation Jean-Jaurès